



● ● ● GROUPEMENT
DES PROFESSIONS
DE SERVICES

Le baromètre économique des services en France

Mai 2015

Sommaire

Editorial	p. 3
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services	p. 4
L'enquête Banque de France sur le climat des affaires	p. 6
Le chiffre d'affaires des services	p. 8
La valeur ajoutée des services	p. 10
L'excédent brut d'exploitation (EBE) et le taux de marge des services : la fin de la dégradation ?	p. 12
L'investissement dans les services en Europe	p. 14

Le **Baromètre économique des services** est le premier outil dédié à l'évaluation de l'activité des services en France. Il présente **chaque trimestre** la situation du secteur des services marchands (hors commerce) à travers 6 indicateurs. L'**indicateur avancé de l'emploi** dans les services est un **indicateur exclusif**, qui permet de **disposer d'une estimation de l'emploi dans les services** dès la fin du trimestre écoulé.



Christian Nibourel

*Président du GPS,
Vice-Président de la CNS,
Président d'Accenture
France et Bénélux.*

“Les investissements d’aujourd’hui sont les emplois de demain” Cette affirmation que l’on prête habituellement à Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand est plus que jamais d’actualité. Le gouvernement qui, le 10 avril dernier, a décidé de donner un coup de pouce aux investissements sous forme d’un avantage fiscal, en fait la démonstration. Mais comment ne pas s’étonner qu’il limite cette aide aux seuls investissements industriels ? Les services sont pourtant un levier efficace parce que plus immédiat pour la création d’emplois.

En moyenne, nous indique le baromètre économique des services de mai 2015, au cours des 10 dernières années, les services ont créé 18 200 emplois nets par trimestre tandis que le reste du secteur marchand en détruisait 12 500 nets. L’indicateur avancé de l’emploi du premier trimestre 2015, nous apprend par ailleurs que le taux de croissance enregistre sur la période 27 000 créations nettes d’emplois, une contribution non négligeable à la lutte contre le chômage. Poursuivons la démonstration : les performances de notre pays ne sont pas dans tous les secteurs à la hauteur des enjeux. C’est l’Allemagne qui consacre la part la plus importante de l’investissement des services (hors activité immobilière) aux services aux entreprises, 20,1% contre 17,2% pour la France, 14,4% pour le Royaume Uni. Si l’orientation de l’investissement des services anglais est comparable à celle de la France, l’information communication (12,4%) y capte une proportion bien plus importante de l’investissement. Voilà deux domaines où des efforts sont nécessaires car ils permettront d’améliorer la compétitivité hors coût des productions industrielles et de renforcer les performances d’un secteur d’activité à fort potentiel de développement.

Gardons à l’esprit les trois courbes de ce baromètre, soulignant les évolutions divergentes depuis 2010 du chiffre d’affaires des services entre la France, l’Espagne et le Royaume Uni, ascendantes pour ces dernières et stables voire déclinantes pour notre pays. Et nous comprenons que le moment est venu d’aider nos entreprises de services à investir pour l’avenir dans la formation des hommes et des femmes et dans les outils numériques, si l’on veut gagner le pari des services.

Christian Nibourel
Président du GPS

Indicateur avancé de l'emploi dans les services

Bien orienté... dans l'attente de nouveaux relais de croissance.

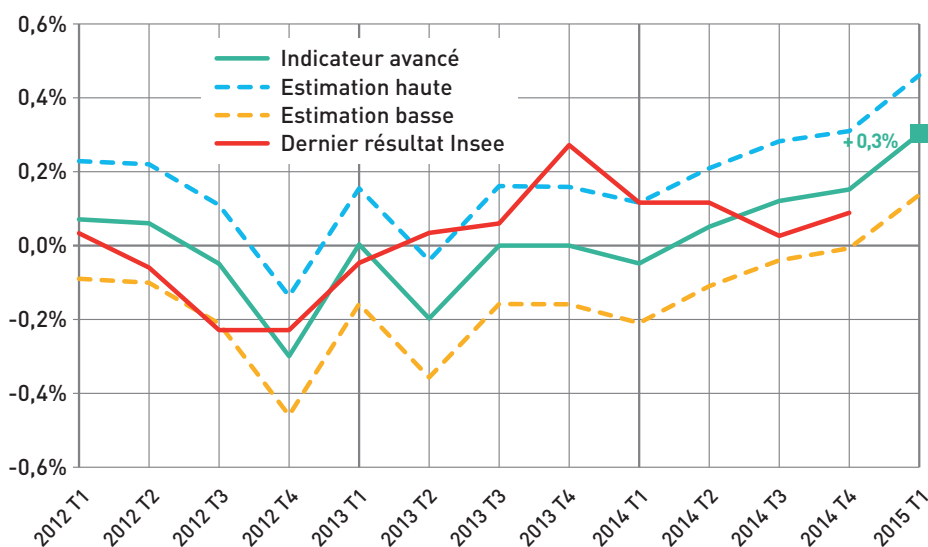
L'indicateur avancé de l'emploi du 1^{er} trimestre 2015 a atteint sa plus forte progression depuis 3 ans à +0,3%.

La croissance de l'emploi salarié dans les services pourrait continuer à progresser lentement au cours du 1^{er} trimestre 2015 (+0,3%) et être amenée à se maintenir. Le rythme provisoirement annoncé par l'Insee pour le 4^e trimestre 2014 (+0,1%) pourrait être multiplié par 3. La tendance de reprise engagée il y a un an se confirmerait.

“ La croissance de l'emploi salarié dans les services pourrait continuer à progresser au cours du premier trimestre 2015 et être amenée à se maintenir. ”

Evolution de l'emploi salarié dans les services

(variations trimestrielles en %, données de branche)



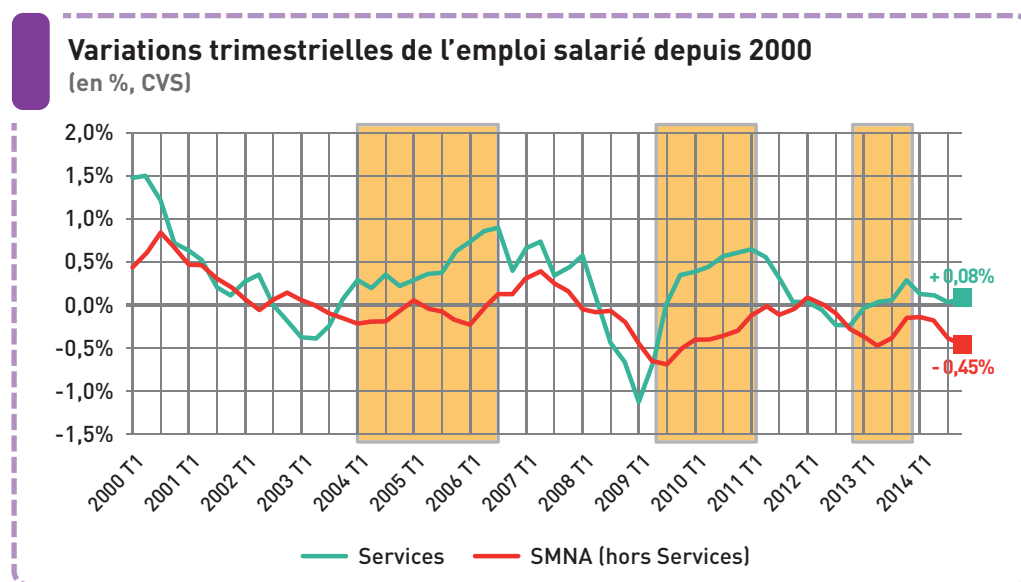
Sources : Cabinet G-CEC, Insee.

Ce taux de croissance correspond à 27 000 créations nettes d'emplois en un trimestre. Il s'agit de la 2^{ème} séquence de hausse supérieure à la variation trimestrielle moyenne (+0,26%) depuis plus de 40 mois¹. Si la tendance à la hausse se poursuit, il est permis d'espérer renouer avec un rythme de croissance qui créerait entre 30 et 50 000 emplois chaque trimestre² – à défaut de dépasser les meilleurs taux de croissance depuis 2000 (jusqu'à +1,5% par trimestre) –.

En réalisant +0,5% de croissance trimestrielle de l'emploi (soit un rythme annuel de +2%, correspondant aux taux connus avant la crise), les services représenteraient 44 700 postes nets, soit près de 180 000 emplois supplémentaires par an (soit à peu près le solde démographique annuel du marché du travail français).

¹ Le premier dépassement a eu lieu au 4^e trimestre 2013 (+0,28%), sinon il faut remonter à la phase de relance T4 2009/T3 2011 pour retrouver une période de croissance de l'emploi supérieure à la moyenne de long terme.

² Soit une croissance trimestrielle de +0,5%.

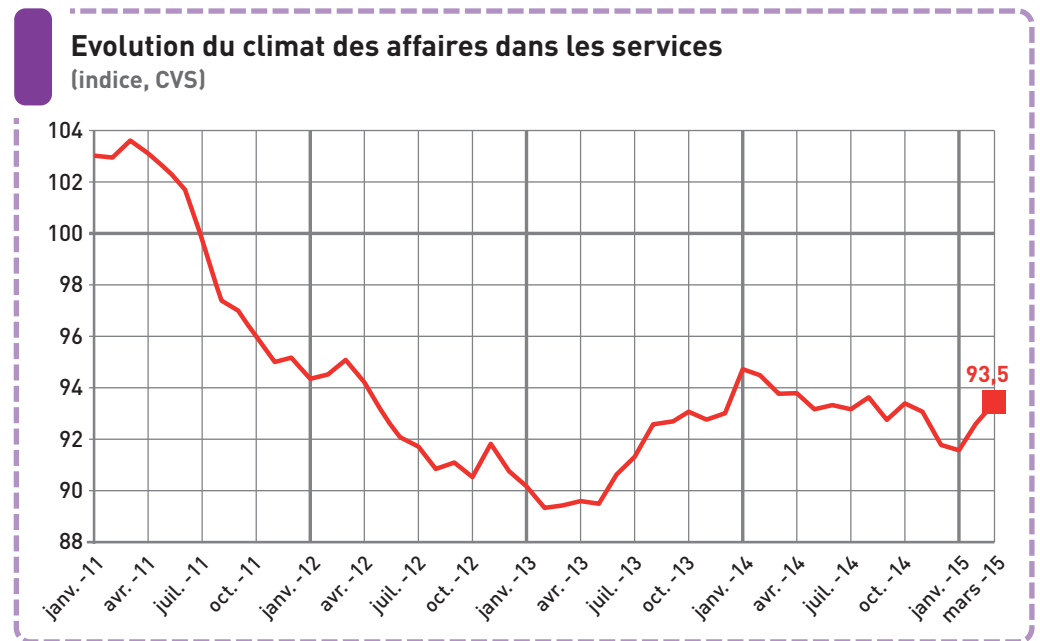


En moyenne au cours des 10 dernières années (1^{er} trimestre 2005/2015), les services ont créé 18 200 emplois nets par trimestre (+0,21%) tandis que le reste du secteur marchand non agricole en détruisait 12 500 nets.

On constate que l'écart entre les services et le reste du SMNA se creuse en faveur des services en période d'expansion (2004/2007 et 2009/2011). Ainsi, le court redémarrage de l'emploi en 2013 – jusqu'au point d'inflexion du 4^e trimestre – s'inscrit dans la continuité de la dernière période d'expansion. Le 1^{er} semestre 2015 apparaît comme un point de bascule, et nos estimations indiquent une orientation haussière en matière d'emplois dans les services.

L'enquête Banque de France sur le climat des affaires¹

Des décideurs qui restent moroses malgré des signes d'amélioration.



Source : Banque de France.

L'année 2014 s'est clôturée sur un point bas (91,8) prolongé en janvier 2015 (91,6). Mais les deux mois suivants, une reprise franche du climat des affaires a permis de revenir en mars (93,5) à la moyenne de l'année écoulée (93,4).

Avec une moyenne de long terme normalisée à 100 et un écart type de 10², les services connaissent une relative stagnation du climat des affaires à un niveau bas depuis mi-2011, traduisant une activité au ralenti pendant cette période.

La conjonction d'une rentabilité jugée peu satisfaisante, du maintien du climat des affaires à des niveaux stables mais bas, et de la tendance plate depuis 15 mois ne plaident toujours pas en faveur d'une reprise marquée des investissements dans les services en 2015.

Les prévisions d'activité pour le mois suivant réalisées depuis le début de l'année 2015³ sont en croissance et dépassent la moyenne 2014 (4,40), sans toutefois dépasser le solde moyen des opinions (7) depuis la création de la série en octobre 2002. Le retour vers la croissance dans une proportion équivalente à celle du début des années 2000 semble difficile, du moins dans un délai de court terme de 12 à 18 mois.

¹ L'enquête Banque de France sur le climat des affaires est menée tous les mois auprès de 2 800 entreprises de services.

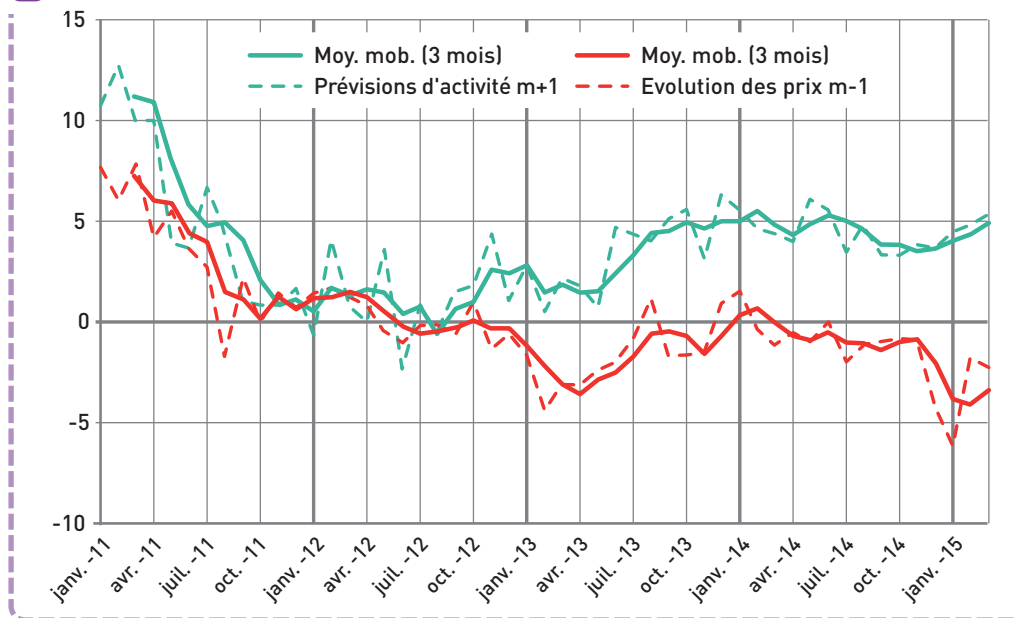
Elle collecte leurs opinions sur l'activité passée et celle du mois à venir mais également sur leurs perceptions de l'évolution des prix et des effectifs ainsi que le niveau de leur trésorerie.

² Ce qui signifie que la moyenne basse sur la période se situe à 90.

³ 4,5 en janvier, 4,8 en février et 5,3 en mars (pour avril).

L'espoir reste néanmoins permis, ainsi que l'indique la contraction des prix des services qui se poursuit depuis plus de 2 ans. En effet, l'étude de la série historique montre que le recul des prix a systématiquement précédé l'augmentation des prévisions d'activité à un mois. Depuis 2012, la pression baissière sur les prix se maintient alors que les prévisions mensuelles d'activité se relèvent. Cela pourrait signifier que la demande n'est pas encore assez vigoureuse pour transmettre une tension positive sur les prix.

Evolutions des prix et de l'activité en mars 2015
(soldes d'opinions, CVS)



Source : Banque de France.

“ Les services connaissent une relative stagnation du climat des affaires à un niveau bas depuis mi-2011, traduisant une activité au ralenti pendant cette période. ”

Le chiffre d'affaires des services

Le premier mois de 2015 efface les gains de l'année écoulée.

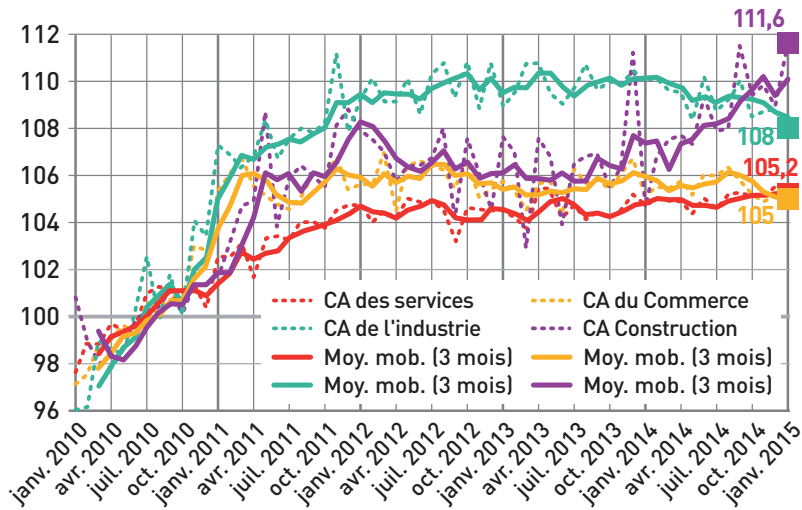
En janvier 2015, le chiffre d'affaires des services est en léger recul de -0,3% par rapport au mois précédent, ce qui efface l'intégralité de la croissance réalisée en 2014 (+0,3%). L'indice retrouve son niveau de décembre 2013 (105,2).

L'industrie a connu un recul plus marqué tant au cours de l'année 2014 (-1,4%) qu'en janvier 2015 (-0,7%). L'exposition internationale du secteur industriel contribue à une plus grande volatilité du CA par rapport aux services, dont le modèle international repose davantage sur une production directe et locale.

“ Les ressorts du redécollage des services ne sont pas encore visibles. ”

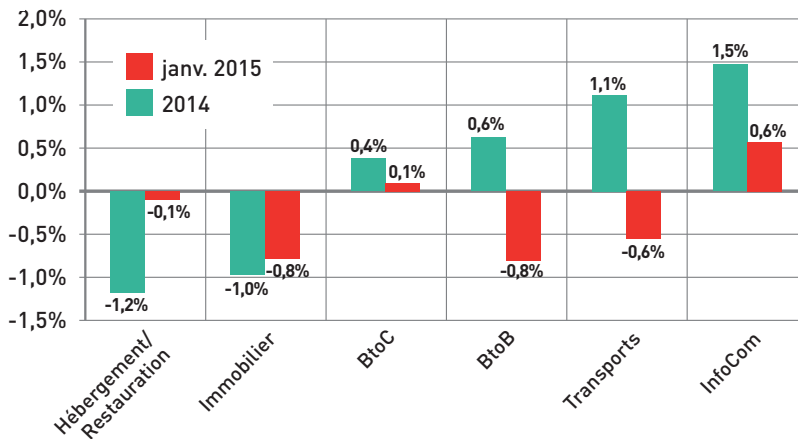
Evolutions du chiffre d'affaires des services, de l'industrie, du commerce et de la construction

(Indices en valeur, 100=2010, CVS/CJO), taux de croissance



Source : Insee.

Variations des indices de chiffre d'affaires des activités de services (en valeur, CVS/CJO)



Source : Insee.

L'activité est restée proche de la stagnation au cours des trois années écoulées, aussi bien dans les services (croissance annuelle moyenne 2012/2014 : +0,2%) que dans l'industrie (+0,3%). La contraction de l'activité industrielle pourrait s'inverser dans l'année.

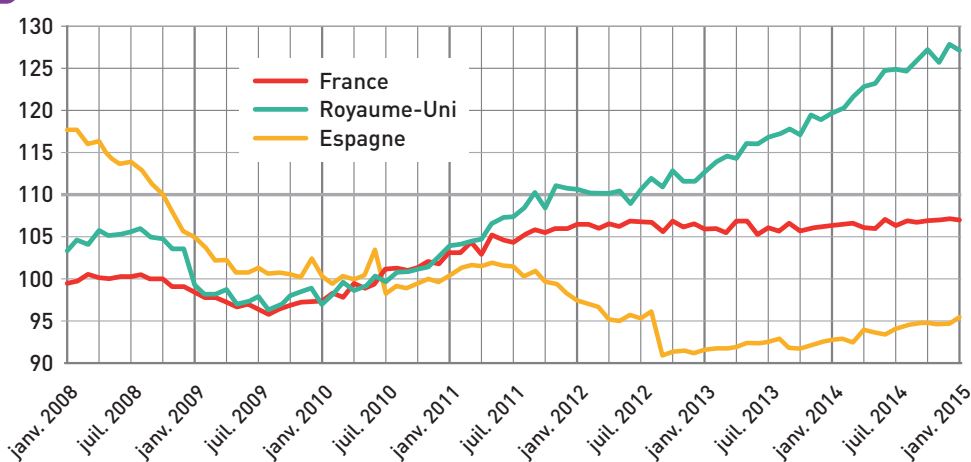
Pour le moment, nous n'observons pas de reprise franche de l'activité des services et les ressorts de leur redécollage ne sont pas encore visibles.

Seuls les services aux personnes et l'InfoCom connaissent une croissance de leur chiffre d'affaires au cours du premier mois de l'année 2015.

Les services aux entreprises sont sensiblement distancés en termes de croissance de l'activité, situation inhabituelle pour ce secteur que l'on retrouve souvent sur les deux premières marches du podium.

Les déterminants du chiffre d'affaires de l'immobilier ne sont pas orientés favorablement, qu'ils soient liés aux ménages ou professionnels.

Evolution du chiffre d'affaires des services en 2014 (indice en valeur, CVS/CJO)



Source : Eurostat. Les services s'entendent hors services aux particuliers, l'Allemagne est non répondante.

Le Royaume-Uni réaffirme sa place de leader des services en Europe. Même si le différentiel d'inflation entre les pays joue en faveur du Royaume Uni, le dynamisme de l'activité est incontestable outre-Manche.

Le renchérissement de la livre par rapport à l'euro pourrait toutefois préserver les entreprises de services de la zone euro d'une offre anglaise trop compétitive.

En Espagne, le retour graduel à la croissance dans les services – en particulier dans les activités stratégiques de services aux entreprises – pourrait renforcer une concurrence européenne déjà très forte.

La croissance française dans les services reste faible. On peut s'interroger sur les causes de cette situation : le marché intérieur peine à redémarrer et la capacité de la France à faire encore mieux à l'export reste à démontrer.

Croissance et inflation annuelles en 2014

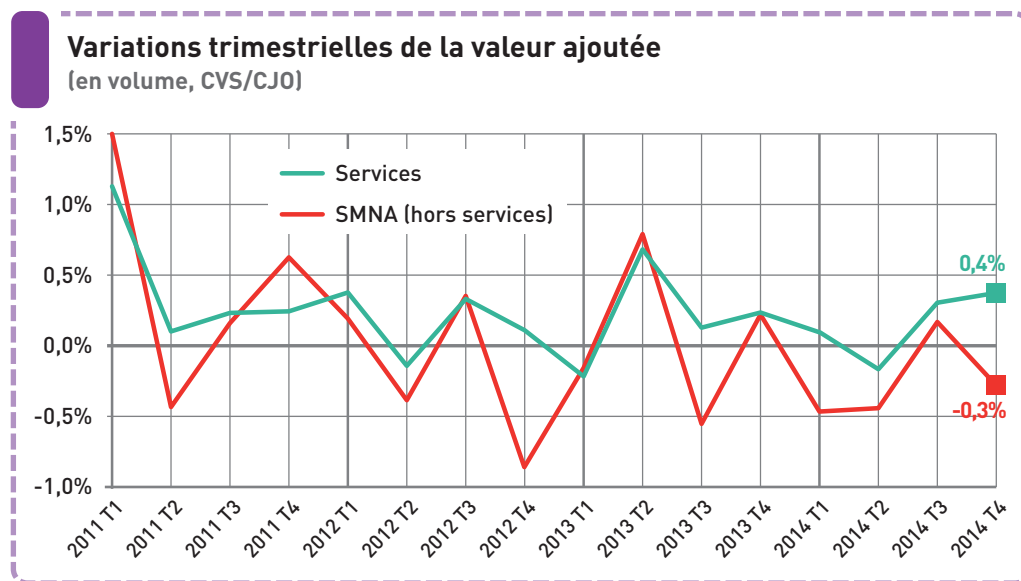
	France	Espagne	Royaume-Uni
Croissance PIB 2014	+0,4%	+1,4%	+2,8%
IPCH*	+0,6%	-0,2%	+1,5%

Source : Eurostat. *IPCH: Indice des Prix à la Consommation Harmonisé.

La valeur ajoutée des services

Les services ont connu une année de résistance dans une conjoncture morose.

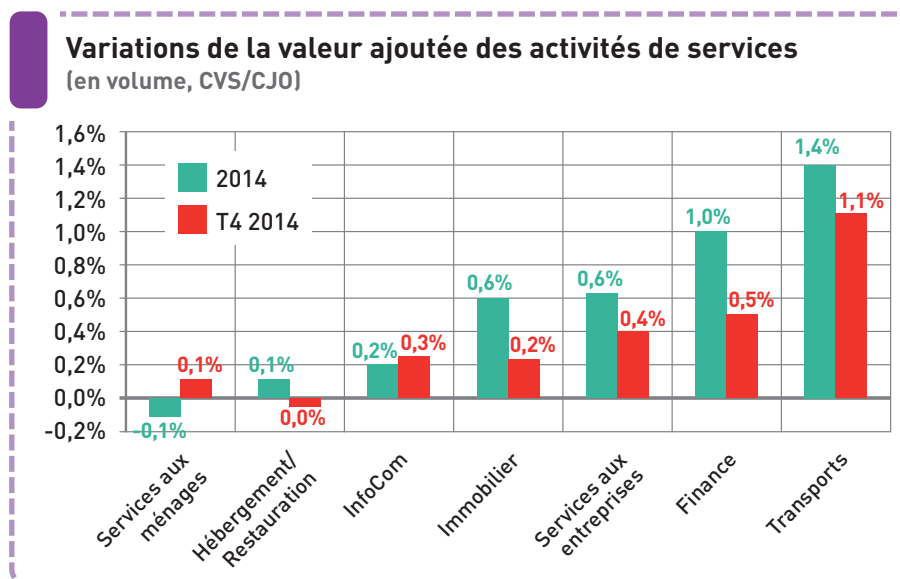
Au dernier trimestre 2014, la valeur ajoutée (VA) des services a progressé de +0,4% par rapport au trimestre précédent soit un volume d'activité de 216 milliards d'euros. Sur l'ensemble de l'année, les services ont connu une croissance de +0,6%. Les chiffres provisoires de la croissance du PIB indiquent +0,4% pour 2014.



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels.

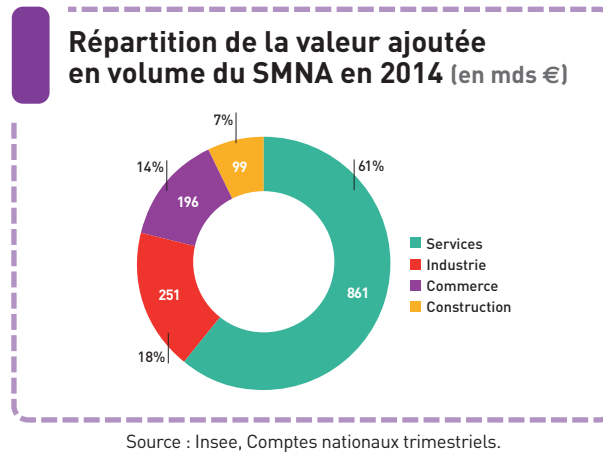
Le reste du secteur marchand n'a pas réussi à confirmer la croissance de son activité : son bilan 2014 fait état d'un recul notable de -1%. En 2013, la valeur ajoutée avait augmenté de +0,3% (+0,8% pour les services).

L'année écoulée est donc marquée par une certaine érosion du volume de la VA, tous secteurs confondus. Face à ce phénomène les services ont su faire preuve d'une bonne résistance en ne concédant que 0,2 points de croissance d'une année sur l'autre, tout en restant à un niveau particulièrement faible.



Source: Insee, Comptes nationaux trimestriels.

Au 1^{er} trimestre 2015, la conjoncture n'apporte pas d'indice net d'une évolution, ni dans le sens d'une reprise ni dans celui d'une dégradation de l'activité des services. Pour l'heure et malgré le relèvement des prévisions de croissance du PIB pour 2015, le frémissement de l'activité des services ne semble pas en mesure de changer le chiffre avant la virgule de la croissance trimestrielle.



“ La plupart des secteurs des services ont connu une accélération de leur volume d'activité. ”

Trois activités de services semblent avoir été à l'arrêt en 2014 : services aux ménages, hôtellerie/restauration et InfoCom.

La plupart des secteurs des services ont connu une accélération de leur volume d'activité en fin d'année. Le dernier trimestre annualisé dépasse la variation annuelle sauf pour le secteur de l'hôtellerie restauration.

L'analyse croisée avec le chiffre d'affaires en valeur confirme le faible dynamisme des services français en 2014. La demande reste fragile et peu prédictible et les investissements sont “retenus” dans un contexte toujours peu lisible.

La question d'une rupture structurelle reste posée : les économies développées sont-elles en train de vivre une transition vers un modèle de croissance faible? En termes de VA, l'accélération soudaine des années 1990 semble retomber ainsi que le montre le tableau ci-dessous. Au dernier trimestre 2014, seuls les transports ont atteint la moyenne constatée depuis 2010, tandis que les services dans leur ensemble affichent une croissance équivalente à celle, très faible, des années 50.

Variations trimestrielles de la valeur ajoutée des services par décennie (en volume, CVS/CJO)

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010
% trimestrielle	0,4%	0,7%	0,6%	0,6%	1,6%	1,3%	1%

Source : Insee, Comptes nationaux. Pour 2010, la moyenne s'arrête au T4 2014.

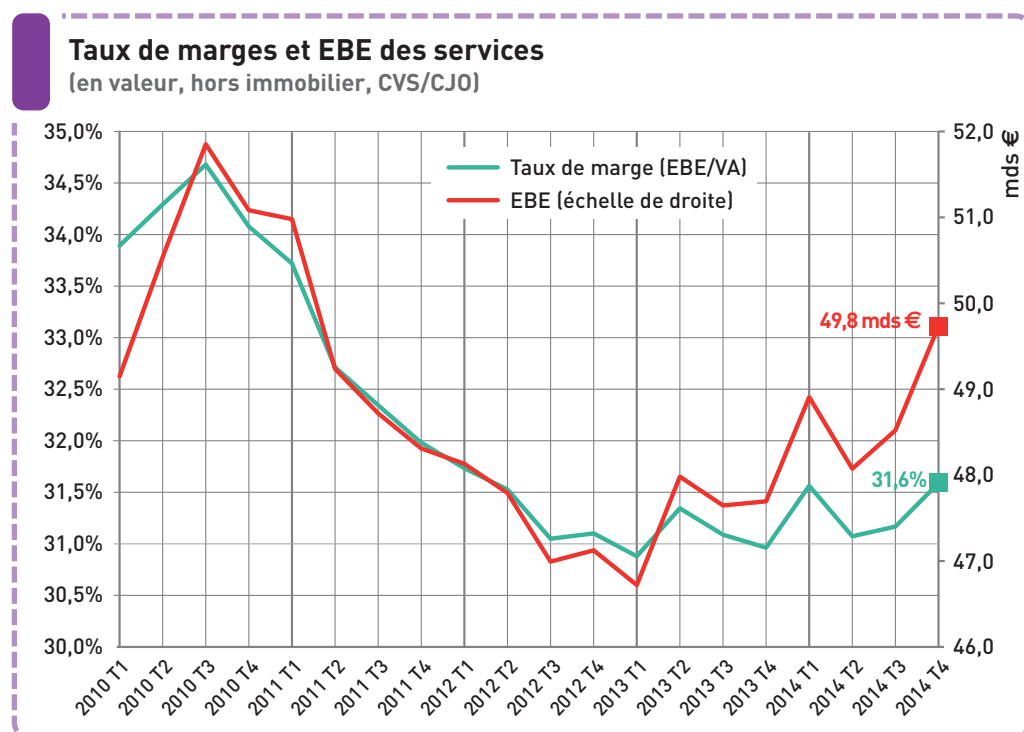
L'excédent brut d'exploitation (EBE) et le taux de marge des services : la fin de la dégradation ?

Le relèvement des niveaux d'excédents et du taux de marge se poursuivent en 2014¹.

L'effondrement du taux de marge des entreprises de services entamé en 2010 semble terminé. Au 2^{ème} trimestre 2013 en effet, s'affiche un faible redémarrage confirmé en 2014, corrélé avec les variations de l'EBE dans un contexte de stabilité de la valeur ajoutée (en valeur).

Le taux de marge à fin 2014 retrouve son niveau de 2012 qui était déjà jugé très insuffisant pour les entreprises de services, notamment pour relancer leurs investissements.

“ Les services doivent donc se créer seuls les conditions de leurs investissements. ”



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels.

Il reste encore du terrain à reconquérir, en particulier pour le taux de marge, avant que les conditions objectives de reprise des investissements soient réunies. L'année 2015 sera déterminante à ce sujet, pour espérer un effet macroéconomique – sur l'emploi notamment – en 2016. Les incitations récentes annoncées par le gouvernement en faveur de l'investissement industriel ne peuvent pas représenter un accélérateur pour les services. On peut penser qu'ils bénéficieront à terme d'un éventuel accroissement de l'investissement et de l'activité industriels, mais il est difficile d'attendre ces retombées dans les 12 à 18 prochains mois. Les services doivent donc se créer seuls les conditions de leurs investissements, ce qui remet au centre du débat la demande et le taux de marge, facteurs déterminants de la rentabilité de l'activité².

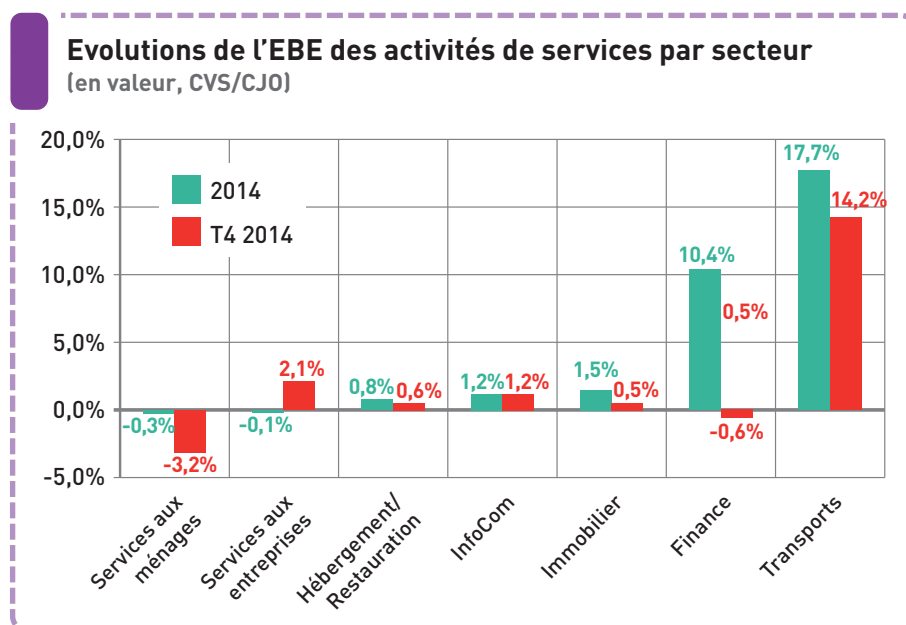
¹ Nous présentons l'EBE et le taux de marge hors secteur immobilier compte tenu des particularités de ces activités dans la formation de la valeur ajoutée et de l'EBE (plus-values immobilières).

² Rapport du résultat net et du chiffre d'affaires.

L'essentiel de la progression annuelle de l'EBE des services provient du secteur des transports qui semble avoir connu une très forte progression, en particulier au dernier trimestre de l'année (+900 millions d'euros de 6,2 à 7,1 milliards). Toutefois, compte tenu du caractère provisoire des chiffres de la comptabilité nationale publiés par l'Insee, il faut attendre une confirmation de cet accroissement, qui influence par son ampleur la valeur agrégée de l'EBE des services.

Pour les activités financières le retour à l'équilibre d'un modèle économique malmené depuis près de 7 ans se dessine. Le niveau atteint au T4 2014 (9,2 milliards d'euros d'EBE) représente le second plus élevé depuis 1950, après le T1 2008.

Le bon dernier trimestre 2014 des services aux entreprises (+2,1%) n'a pas permis d'effacer la stagnation négative de l'EBE sur l'année (-0,1%). Au 4^{ème} trimestre 2014, ce secteur présente une situation contrastée : plus fort EBE (35,2% de l'EBE des services hors immobilier), plus forte valeur ajoutée (39,5% hors immobilier) et second plus faible taux de marge après les services aux ménages (28,5%, pour une moyenne de 31,6%, 25,8% pour les services aux ménages). Du fait de la taille et de l'effet d'entraînement des services aux entreprises sur les services et le secteur marchand français en général, les difficultés rencontrées par ces activités pour retrouver le chemin de la croissance de l'EBE et du taux de marge constituent un mauvais signal pour le développement des investissements et le retour de la confiance dans l'année en cours.

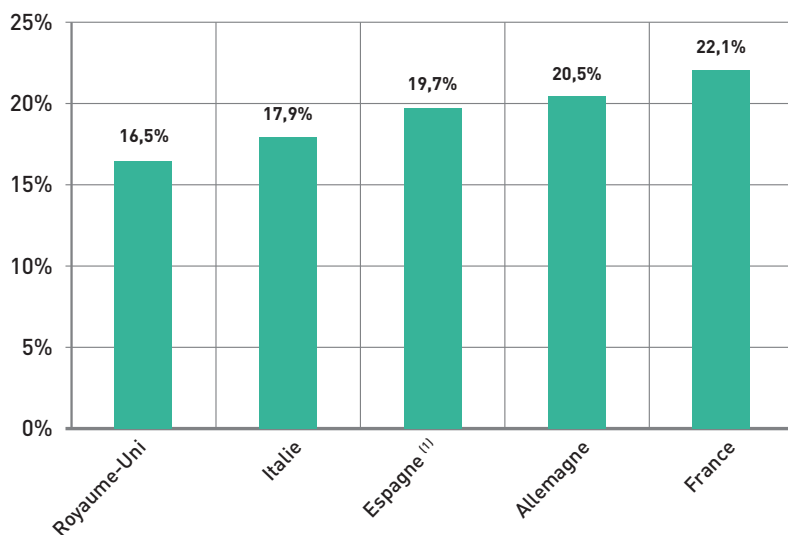


Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels.

L'investissement dans les services en Europe

La question se pose de la répartition de l'investissement vers les secteurs de croissance des services.

L'investissement total en Europe en 2013
(en valeur, formation brute de capital fixe (FBCF) en % du PIB)



Sources : Eurostat, analyse Cabinet G-CEC. ⁽¹⁾ Donnée 2012 pour l'Espagne.

En termes de part du PIB consacré à l'investissement, la France est la première des 5 économies les plus importantes de l'Union Européenne. La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) y représente plus de 22% du PIB, soit 467 milliards d'euros en 2013.

Le Royaume-Uni ferme la marche, avec un niveau sensiblement plus faible que celui des autres pays, un paradoxe pour une économie coutumière du podium européen.

En termes d'investissement, le secteur marchand non agricole (SMNA) français semble évoluer à contre temps des principaux pays européens. A partir de 2012 sa part dans la FBCF totale de l'économie a régressé (-1 point sur 2 ans).

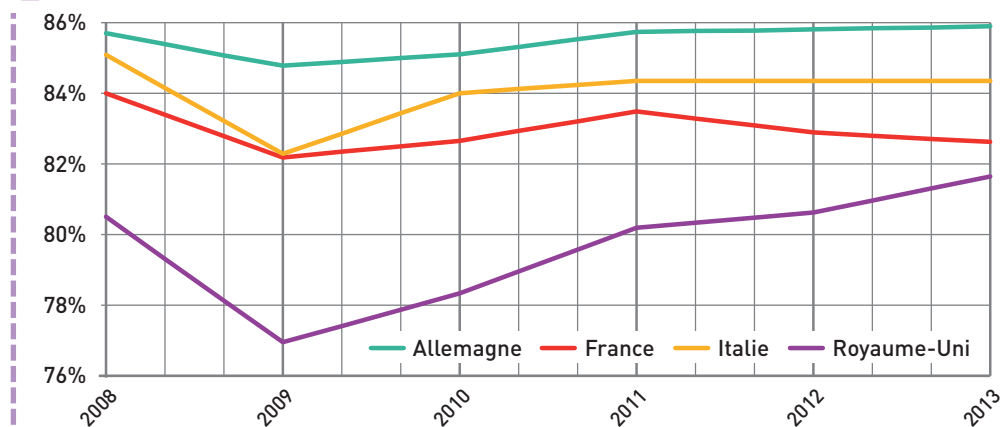
En valeur

2013	FBCF
Allemagne	575 mds €
France	467 mds €
Royaume-Uni	332 mds €
Italie	289 mds €
Espagne (2012)	208 mds €

Source : Eurostat.

L'investissement marchand en France connaît certes une augmentation en valeur pendant cette période (de 385 à 389 milliards d'euros, soit 1%), mais l'investissement public croît plus rapidement (de 64 à 67,4 milliards d'euros, soit 5,3% puis 67,8 en 2013). En 2013, l'investissement marchand français se replie à 385,8 milliards d'euros, ce qui accélère la réduction de sa part dans l'investissement national.

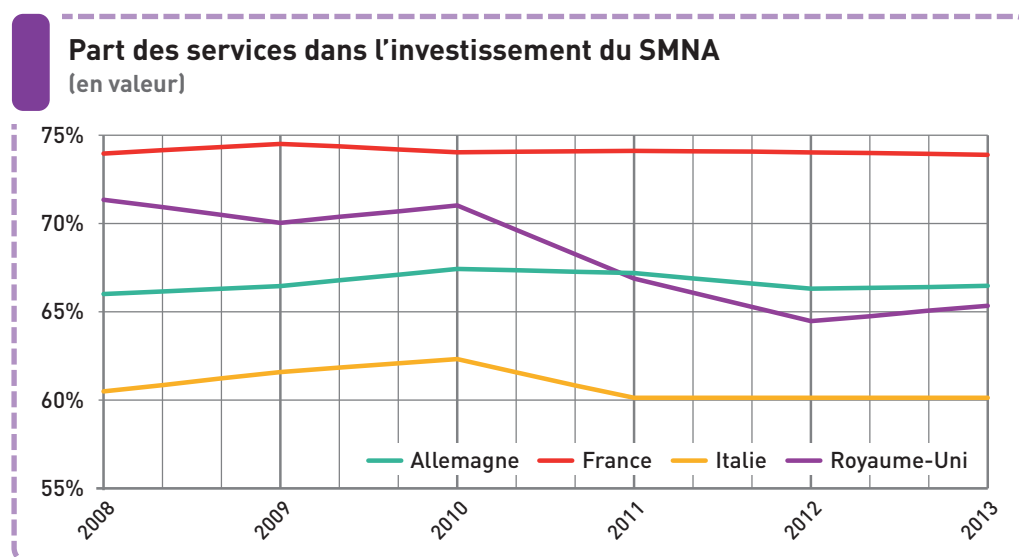
Part du secteur marchand dans l'investissement total
(en valeur)



Source : Eurostat et Office for National Statistics pour RU, calcul Cabinet G-CEC.

1 Taux d'investissement : FBCF/PIB

Paradoxalement, la part du secteur marchand anglais dans l'investissement total de l'économie est nettement inférieure à celle des autres pays. Ce repli s'explique par la forte contraction de la FBCF privée au moment de la crise (-16,2% entre 2008 et 2009¹), alors que l'investissement public fait un bond significatif (+20% entre 2007 et 2009). En 2005, la part du SMNA dans l'investissement anglais était de 90,5%. La forte réactivité du secteur marchand et l'effet d'amortisseur de la dépense publique ont contribué à contracter la part privée de plus de 13 points de pourcentage en 4 ans. Toutefois, le redémarrage des investissements marchands anglais depuis 2010 converge vers le taux français. La France pourrait se retrouver lanterne rouge en 2015, si les tendances se poursuivaient.



Source : Eurostat et Office for National Statistics pour RU, analyse Cabinet G-CEC.

En valeur	
2013	FBCF Services
Allemagne	328 mds €
France	285 mds €
Italie	146 mds €
Royaume-Uni	128 mds €

C'est en France que les services représentent la part la plus importante de l'investissement marchand (73,9% en 2013). Par ailleurs, les investissements dans les services y sont plus stables que dans les autres économies du panel.

La contraction de la part des services anglais dans l'investissement marchand à partir de 2010 creuse l'écart avec la France et positionne le Royaume Uni sous l'Allemagne.

Les services allemands n'atteignent que 66,4% de l'investissement marchand en 2013, avec toutefois un montant sensiblement supérieur de 15% au niveau français² (328 milliards d'euros contre 285 en France).

Le recul anglais, imputable à la crise économique de 2009/10 autant qu'à la crise financière de 2008, se traduit par une perte de plus de 17 milliards d'euros (soit -13,1%) entre 2013 et le point haut atteint en 2007 de 144 milliards d'euros. On remarque toutefois qu'à son maximum, le montant de l'investissement anglais dans les services est inférieur à ceux des autres pays analysés.

¹ Source ONS, calcul G-CEC.

² Mais l'écart de PIB en valeur est de 33% en 2013, confirmant la moindre importance des services dans l'économie allemande par rapport à celle de la France.

Répartition de la FBCF des services en 2013 (en valeur)

En mds €	Transports	H&R	InfoCom	Finance	Immobilier	BtB	BtC
Allemagne	29	4,2	21	10	181	66	13
France	19	4,4	28	16	156	49	11
Italie	20	6,3	14	4	82	13	5,4
Royaume-Uni	13	2,9	16	6,6	66	18	5,4

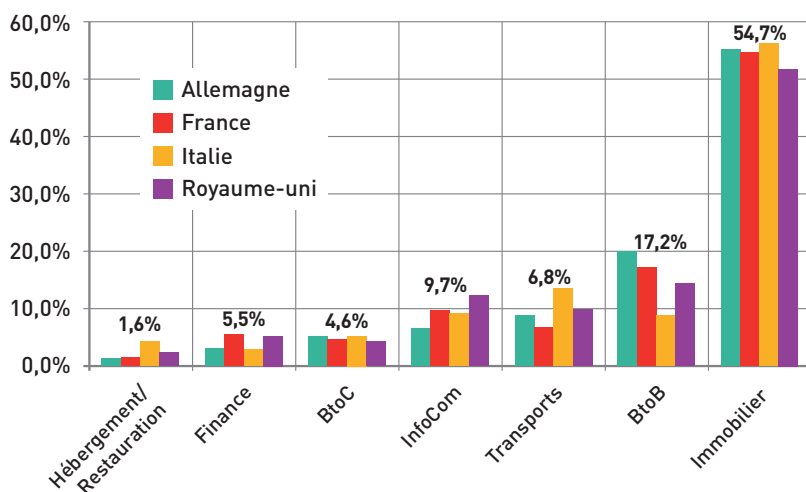
Source : Eurostat et Office for National Statistics pour RU, calcul Cabinet G-CEC.

La part la plus importante de l'investissement des services est celle de l'immobilier qui en représente systématiquement plus de la moitié.

En France, hors immobilier, les 3 premières activités captant l'investissement des services sont le service aux entreprises (17,2%), l'InfoCom (9,7%) et les transports (6,8%).

C'est l'Allemagne qui consacre la part la plus importante de l'investissement des services (hors activité immobilière) aux services aux entreprises (20,1% contre 17,2% pour la France, 14,4% pour le Royaume Uni), ce qui reflète l'accent mis par ce pays sur l'accompagnement de sa production industrielle notamment. Par cet investissement significatif, l'offre allemande de services aux entreprises peut faire valoir des arguments compétitifs dans cette gamme de prestations naturellement orientées à l'exportation. Notons que la part des investissements de services dans l'InfoCom en Allemagne (6,5%) est sensiblement inférieure aux autres pays du panel.

Répartition de la FBCF des services par activité en 2013 (en valeur, part de la FBCF des services consacrée à l'activité en France)



Source : Eurostat et Office for National Statistics pour RU, calcul Cabinet G-CEC.

L'orientation de l'investissement des services anglais est comparable à celle de la France. Les activités de services réalisant les parts les plus importantes de la FBCF sont l'immobilier (51,7%), les services aux entreprises (14,4%), l'information communication (12,4%) et les services financiers (5,2%, inférieur à la part française de 5,5%) .

L'Italie se singularise par l'importance de l'investissement de services consacré à l'immobilier (56,2%), aux transports (13,6%) et l'hôtellerie/ restauration (4,3%) en comparaison des autres pays du panel.

Glossaire

Acquis de croissance : Taux de croissance d'une variable entre l'année N-1 et l'année N que l'on obtiendrait si la variable demeurait jusqu'à la fin de l'année N au niveau du dernier trimestre connu.

Branche (ou branche d'activité) : Une branche regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits ou rendent des services qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe uniquement des entreprises classées selon leur activité principale.

CJO : Corrigé des jours ouvrés.

Code APE : l'activité principale exercée (APE) est déterminée en fonction de la ventilation des différentes activités de l'entreprise. Comme la valeur ajoutée des différentes branches d'activité est souvent difficile à déterminer à partir des enquêtes statistiques, c'est la ventilation du chiffre d'affaires ou des effectifs selon les branches qui est utilisée comme critère de détermination.

CVS : Corrigé des variations saisonnières.

EBE : L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation. Il est égal à la valeur ajoutée diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. Nous le présentons hors immobilier (ainsi que le taux de marge) compte tenu des particularités de ces activités dans la formation de la valeur ajoutée et de l'EBE (plus-values immobilières).

FBCF : (Formation brute de capital fixe) : montant net des investissements réalisés sur une période.

IDE : Investissement direct étranger

Secteur : Un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale, au regard de la nomenclature d'activité économique considérée (code APE).

SMNA : Secteur marchand non agricole, comprenant les entreprises privées de services, du commerce, de l'industrie et de la construction.

Taux d'excédent : Dans le cas du commerce extérieur, montant des excédents rapporté aux total des exportations.

Taux de marge : Le taux de marge correspond au rapport entre l'EBE et la valeur ajoutée.

Taux de rotation : Part des mouvements d'entrée et de sortie de salariés dans l'effectif total de l'entreprise au cours d'une période donnée.

Valeur : donnée qui intègre la variation des prix sur la période considérée.

Valeur ajoutée : Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Volume : donnée qui n'intègre pas la variation des prix sur la période considérée.

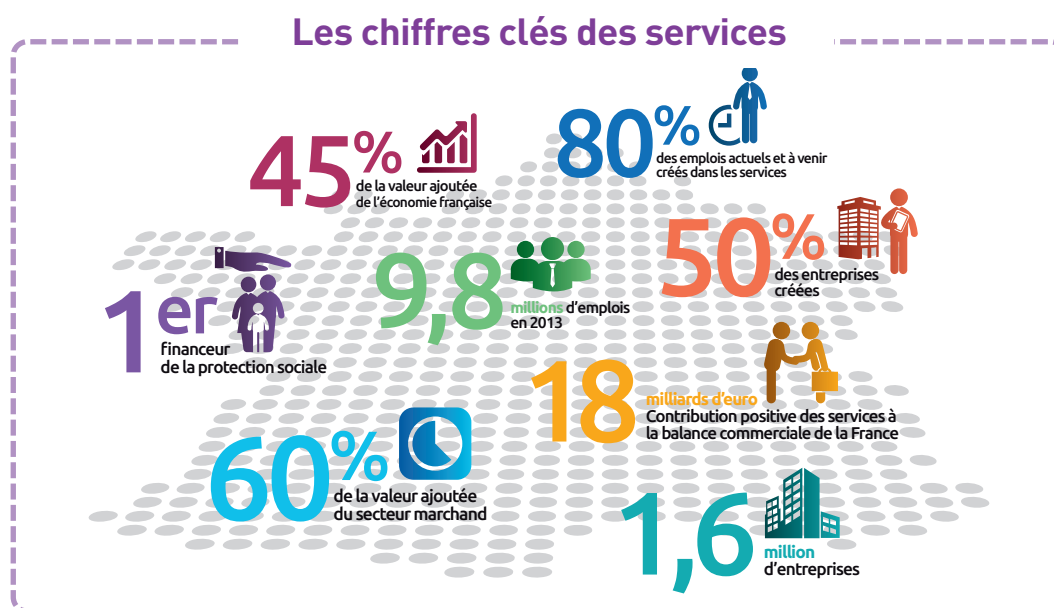
Ouvrage édité par le Groupement
des Professions de Services
Directrice de la publication :
Christelle Martin
Economiste :
Grégori Colin
Comité de rédaction :
Dominique Calmels, Grégori Colin,
Christelle Martin.
Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 002/2015
ISBN : 978-2-918995-39-5
Dépôt légal mai 2015
Contact : 01 53 59 17 28
contact@gps.asso.fr

© GPS 2015 tous droits réservés

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) est l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 26 fédérations de services et près de 23 grandes entreprises. Le secteur des services représente 9,8 millions d'emplois et 45% de la valeur ajoutée du pays.

Les services sont le moteur de la croissance et de l'emploi. Ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie.



Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation, et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble 4 groupes d'activités

Services aux entreprises	Conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie, transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire, propreté, sécurité, communication, foires et salons, services prépayés, centres d'appels, poste, télécommunications.
Services financiers	Assurance, banque.
Services aux particuliers et aux personnes	Hôtellerie, restauration traditionnelle, restauration rapide, tourisme, services aux personnes, promotion et gestion immobilières, santé.
Services aux collectivités	Services à l'énergie et pour l'environnement, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, services sur site, parkings, transports en commun, restauration collective.

